

JACQUES HOULE, *Il était une fois des usines. Essor, déclin et relance de l'industrie québécoise*, Montréal, Hurtubise, Collection Histoire et politique, Cahiers du Québec, 2014, 136 pages

Robert Laplante

Volume 9, numéro 1, automne 2014

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/72998ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (imprimé)

1929-5561 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Laplante, R. (2014). Compte rendu de [JACQUES HOULE, *Il était une fois des usines. Essor, déclin et relance de l'industrie québécoise*, Montréal, Hurtubise, Collection Histoire et politique, Cahiers du Québec, 2014, 136 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 9(1), 9–9.



JACQUES HOULE

IL ÉTAIT UNE FOIS DES USINES. ESSOR, DÉCLIN ET RELANCE DE L'INDUSTRIE QUÉBÉCOISE

Montréal, Hurtubise, Collection Histoire et politique, Cahiers du Québec, 2014, 136 pages

Fonctionnaire fédéral ayant œuvré pendant plus de vingt ans dans le domaine du marché du travail, Jacques Houle se présente comme un homme de terrain, un citoyen inquiet devant la désindustrialisation aussi massive qu'accélérée de l'économie québécoise. Il dresse dans ce petit ouvrage une synthèse fort utile qui ne manquera pas de convaincre du bien-fondé de ses inquiétudes et de l'urgence d'agir.

En quinze ans à peine, l'économie du Québec a perdu 194 000 emplois manufacturiers. C'est près de 776 000 salariés qui, directement ou indirectement ont subi les effets de ce choc tellurique. C'est une catastrophe devant laquelle on ne peut rester indifférent. À Montréal seulement c'est 2 277 usines qui sont disparues depuis l'an 2000. Des données comme celles-là, Jacques Houle en présente à pleines pages. L'effet global est saisissant.

Les statistiques ne sont cependant pas ne sont pas livrées dans un inventaire desséché. Houle les inscrit dans une synthèse historique qui donnera un très bon aperçu des temps forts de l'industrialisation, dégagant les tendances qui permettent de comprendre aussi bien les facteurs qui ont structuré le secteur que ceux-là qui ont, en faisceau multiple, concouru à détruire des pans entiers de la capacité productive de l'économie du Québec. Même s'il ne rate pas d'être critique à l'endroit des théories économiques et des idéologiques qui ont favorisé le laisser-faire et la démission industrielle, Jacques Houle s'en tient aux faits. C'est ce qui fait l'intérêt de l'ouvrage: on y trouvera l'essentiel des clés pour comprendre l'ampleur du dégât. Et autant de faits pour justifier un optimisme modéré à l'endroit d'un possible redressement.

Les principaux problèmes sont bien décrits, les difficultés et les tergiversations collectives bien nommées. Le portrait est certes dur, mais



jamais le trait n'est forcé. On pourrait le dire lucide, si le mot n'avait été si galvaudé. La perspective reste centrée sur l'action. Loin de baisser les bras, Houle en appelle en effet à un effort national de concertation et de mobilisation pour provoquer «la renaissance industrielle du Québec». Une renaissance essentielle au maintien et au développement d'une classe moyenne forte, au redressement de la balance commerciale, à la construction des économies régionales et à la relance d'une prospérité durable. L'ouvrage passe en revue les atouts - plus de vingt mille entreprises dans une foule de spécialités, des ressources naturelles abondantes, des surplus énergétiques, un secteur coopératif très fort, des institutions économiques originales, pour ne nommer que les principaux - et pointe plusieurs exemples de succès porteurs, de modèles inspirants et cerne bien quelques-uns des secteurs où il serait d'ores et déjà possible de lancer un grand effort collectif.

Nuancé et sans complaisance, l'exposé atteint ses objectifs. On en ressort convaincu de la nécessité d'agir et confiant dans la possibilité de réussir.

Robert Laplante

Directeur des Cahiers de lecture

suite de la page 8



sur le reste du continent. Présentement, dans certains domaines, la performance québécoise se compare avantageusement à celle des trois pays nordiques: en éducation cela semble positif, les écarts de revenu avant impôt s'amenuisent, le taux d'activité se rapproche de celui des pays nordiques, la productivité est égale, mais les Scandinaves exportent davantage et ce qu'ils produisent a plus de valeur. La dette publique du Québec est plus importante et la réforme de l'État est plus laborieuse; celle du système de santé l'est encore plus. Il existe d'autres barrières: l'absence par exemple d'un grand organisme qui parlerait au nom du patronat et la même chose du côté des travailleurs.

Il existe enfin une variable déterminante dont on n'ose peut-être pas trop parler: la faible compétence civique des Québécois. Henry Milner en traite dans l'essai. Selon lui, les Québécois sont gravement affectés par une carence en matière de compétence civique; domaine dans lequel les Scandinaves excellent: «[...] les populations scandinaves affichent des compétences civiques relativement plus élevées qu'ailleurs en Occident» p. 139.

Cela signifie que les citoyens comprennent mieux la réalité politique, qu'ils lisent plus, qu'ils votent plus, bref qu'ils participent davantage au processus démocratique. Le Canada se classerait parmi les derniers en ce domaine et le Québec fait encore plus mal. Le bilan que fait Milner aux pages 152 et 153 de la pratique de lecture et de télévision des Québécois est accablant. Un chiffre: 28%; c'est le

taux d'analphabètes fonctionnels québécois, contre 20 % au Canada. Ce sont des chiffres tirés de l'Enquête internationale sur les capacités de lecture et d'écriture des adultes de l'OCDE de 1985. Comme indicateur de cette faible compétence civique, Milner mentionne aussi le faible tirage des journaux au Québec.

Les auteurs mentionnent enfin qu'il existe finalement ici une question nationale qui vient interférer davantage sur les relations entre acteurs sociaux: le patronat et les syndicats sont rarement du même côté de cette barrière nationale. De plus, le Québec ne possède pas tous les leviers nécessaires à un bon fonctionnement corporatiste. Les pays nordiques sont de vrais États, le Québec n'est qu'une province. Enfin, compte tenu de la position géographique de l'État québécois, il est difficile d'imaginer qu'on puisse y pratiquer la politique fiscale très élevée qui semble inhérente aux régimes sociaux-démocrates. ♦

